

# LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(SECTION FRANÇAISE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE)

## A TENU SON XIV<sup>e</sup> CONGRES NATIONAL

Le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) s'est tenu à la fin du mois dernier. Préparé pendant plusieurs mois, il a été marqué par la présence de toutes les cellules et de camarades isolés de province. Le Secrétariat International adressa son salut au Congrès. Par suite de la tenue au même moment de conférences et de congrès, les sections étrangères furent malheureusement moins représentées que ce n'était généralement le cas.

Le premier point qui mérite d'être souligné, c'est que ce Congrès a assuré une fois de plus la régularité, la continuité de la vie politique de l'organisation, ainsi que son caractère éminemment démocratique. Que de fois n'avons-nous pas entendu des gens enterrer le trotskysme, surtout dans des conférences de groupes qui prétendaient avoir trouvé la formule qui les mettrait sur le chemin des masses, conférences et groupes qui n'ont pas eu plus de lendemain qu'ils n'avaient de passé? A travers les difficultés de tous ordres, des périodes de crise et des périodes de progrès qui les unes et les autres reflétaient le processus de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire dans une situation tourmentée, marquée par des tournants brusques, le P. C. I. a assuré la continuité du programme révolutionnaire.

Pendant des années, des gens qui croyaient faire preuve d'esprit se gaussaient de l'existence de deux organisations s'appelant chacune P.C.I. Notre XIV<sup>e</sup> Congrès a pu enregistrer que cet élément de confusion a disparu, même s'il existe encore un journal qui s'intitule « trotskyste ». (Nous aurons l'occasion dans un de nos prochains numéros de tirer le bilan de ceux qui aujourd'hui

d'hui ont disparu comme organisation, et qui nous avaient quittés, en 1952, sous prétexte que nous voulions liquider la IV<sup>e</sup> Internationale.)

L'ordre du jour du XIV<sup>e</sup> Congrès comportait deux points politiques principaux: la situation en France, le problème de la construction du parti révolutionnaire en France.

Sur le premier point, le Congrès a repris et complété l'analyse de la situation faite par le Congrès précédent, peu après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Dès ce moment, nous avons souligné la différence entre le bonapartisme (gaulliste) et le fascisme, avec ce que cela impliquait du point de vue de la base sociale du régime et de ses perspectives. Depuis lors, le référendum, les élections de novembre 1958 et les récentes élections municipales ont illustré les rapports entre le gouvernement et les classes, face aux problèmes fondamentaux qui se posent et que le régime de la V<sup>e</sup> République est incapable de résoudre.

La discussion au Congrès a porté sur plusieurs points importants: la jeunesse mobilisée dans la guerre d'Algérie, les grandes variations de masses d'électeurs en quelques mois, le mécontentement des travailleurs et leurs réticences à s'engager dans des actions, la tendance unitaire dans les masses et ses limites actuelles.

Le Congrès n'a pas porté la discussion sur la question du nouveau régime et l'Europe, car elle sera englobée dans une discussion séparée menée par toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la situation en Europe et ses perspectives. Cependant, le Congrès a souligné ce problème de l'Europe dont l'importance va grandir, et sur lequel l'attitude uniquement négative

du P.C.F. ne peut que désarmer les travailleurs. Sur ce point aussi, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale seul apporte la réponse que les événements rendront de plus en plus évidente: La lutte dans chaque pays d'Europe pour un gouvernement des travailleurs, en vue d'une fédération d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le second point de l'ordre du jour était dicté par la nécessité de répondre aux manifestations multiformes qui se développent à la suite de la crise croissante du stalinisme et de la défaite subie par les travailleurs de France en 1958, et qui, soit révisent purement et simplement le marxisme, soit — comme on le voit parmi ceux qui se revendiquent de l'opposition communiste — mettent plus ou moins facilement une croix sur le P.C.F. tel qu'il est et pensent pouvoir reconstruire à côté de lui un véritable Parti Communiste. Notre Congrès a rassemblé l'essentiel des arguments qui répondent à tous ces points de vue disparates et réaffirmé l'orientation, adoptée il y a bientôt 7 ans par notre mouvement, de reconstruire une nouvelle direction révolutionnaire, un véritable Parti Communiste, avant tout en aidant, au cours de la crise du stalinisme, la formation d'une opposition de gauche, qui dans son développement propre parviendrait aux positions du marxisme révolutionnaire défendues par la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Congrès, en outre, a à ce propos examiné les conditions dans lesquelles allait se tenir prochainement le Congrès du P.C.F.

Nous publions ci-après des extraits du rapport sur la situation politique présenté par le camarade P. Frank. Dans notre prochain numéro, nous donnerons des extraits des documents adoptés par le XIV<sup>e</sup> Congrès du P.C.I.

## Extraits du rapport politique du camarade Pierre FRANK

...Au moment où nous avons commencé à préparer ce Congrès, après le référendum et les élections de novembre 1958, le gaullisme apparaissait stable: 80 %, la réaction semblait irrésistible, et dans les milieux dits de gauche il y avait de fortes tendances à penser que tout était perdu. Dans le texte, nous avons insisté sur la différence entre le bonapartisme et le fascisme, et tout spécialement sur le fait que si le gouvernement bonapartiste se montrait fort, brutal, sa base sociale était en réalité beaucoup plus réduite que celle des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, que les 80 % de « oui » étaient un amalgame de courants ayant des aspirations et des illusions contradictoires. Nous disons que cette situation — qui sur le plan subjectif se présentait si mal — comportait objectivement une instabilité très grande qui pourrait donner des possibilités au mouvement ouvrier.

Depuis les ordonnances, et avec les élections municipales, la situation s'est éclairée dans le sens que nous avons indiqué. Mais il convient d'examiner les résultats de ces élections de plus près, et même les résultats des nombreuses élections qui ont eu lieu depuis le 13 mai.

Le phénomène qui a été le plus surprenant, c'est celui de la variation des votes communistes. Pratiquement stables depuis la fin de la guerre jusqu'en avril 1958 (élections cantonales), on a vu dans la deuxième moitié de 1958 une perte de 1,5 million de voix communistes; puis dans le début de 1959, une remontée de l'ordre du million de voix.

On peut penser qu'il y a eu environ un million de gens qui ont quitté les candidats communistes puis qui y sont revenus en moins d'un an. On peut penser, avec plus de vraisemblance, que ce nombre est en réalité moins grand, qu'il y a plutôt eu une variation des abstentionnistes d'un scrutin à l'autre. Mais, de toute façon, qu'il y ait eu une variation d'un million ou d'un demi-million du vote communiste au oui et vice-versa, et un demi-million d'abstentionnistes variables tantôt sur la droite tantôt sur la gauche, un fait est certain: à la place d'une stabilité des électeurs, nous avons assisté en peu de temps, en six mois, à de très grandes oscillations électorales de grandes masses.

C'est un phénomène très important à souligner, d'autant plus à souligner qu'il s'est produit dans une atmosphère générale d'apathie politique, en fait en contradiction avec cette apathie. Les gens paraissent indifférents, ne s'exprimaient guère (il en a été ainsi depuis l'arrivée de De Gaulle

au pouvoir jusqu'aux ordonnances tout au moins), et pourtant dans leur fers intérieur, dans le secret du bulletin de vote, des millions d'entre eux ont fait de grands écarts.

Qu'est-ce que cela veut dire?

La IV<sup>e</sup> République reposait sur un certain équilibre social, avant tout grâce à la politique des directions ouvrières traditionnelles; nous l'avons dit et redit souvent. Nous avons aussi expliqué, quelques années avant le 13 mai, que la structure politique de la France ne correspondait plus aux besoins d'une aile dynamique du capitalisme français, laquelle exigeait un Etat fort, capable de contenir les masses et aussi de stimuler la modernisation du capitalisme français aux dépens de secteurs arriérés. L'opération politique — le changement de régime — a été effectuée à la faveur des événements d'Algérie et en semant la peur parmi les politiciens de gauche.

Mais, ce faisant, l'équilibre social de la IV<sup>e</sup> République a été rompu, et à sa place on n'a pas établi un équilibre nouveau. Le fait le plus patent de cette situation, c'est la dislocation des partis traditionnels de la démocratie parlementaire, des partis bourgeois et aussi du parti socialiste. Comme on a l'habitude de toutes sortes de variations de la part des partis bourgeois, même l'effondrement du parti radical a paru un phénomène insignifiant par rapport à la variation des voix communistes. Mais, depuis le 13 mai, ce qui apparaît clairement, c'est qu'il y a un hiatus entre les masses et la vieille ossature politique du pays. En procédant à une comparaison avec les résultats des élections successives — on voit des centaines de milliers de personnes, peut-être même plus d'un million, faire sur le plan électoral de très grandes oscillations, c'est-à-dire chercher des solutions ou manifester leurs sentiments d'une extrémité à l'autre de la gamme politique. On a peut-être pour une période mis un terme à l'instabilité ministérielle, mais on a accentué l'instabilité dans tout le corps social...

Il ne faut pas conclure que la fin du bonapartisme est proche. Ce pouvoir très concentré est d'une part, extrêmement commode pour le grand capital. D'autre part, surtout, en présence de la faiblesse du fascisme proprement dit (et le noyautage, les réseaux de Soustelle, peuvent faciliter des opérations ultérieures, mais non pas suppléer à la nécessité de créer des forces susceptibles d'affronter et de supprimer tout le mouvement ouvrier